

## **REPONSE DE CORIOLIS TELECOM A LA QUESTION N°8**

### **DE LA CONSULTATION LANCEE PAR L'ARCEP LE 29 JUILLET 2010 SUR LES MODALITES D'ATTRIBUTION DES BANDES DE FREQUENCES 800 MHZ ET 2,6 GHZ POUR LE DEPLOIEMENT DE RESEAUX MOBILES A TRES HAUT DEBIT**

---

Coriolis Télécom tient à saluer la constance de l'Arcep dans la volonté de faire des meilleures conditions de l'accueil des MVNO un critère primordial dans l'attribution des fréquences pour le très haut débit.

Cependant, Coriolis Télécom souhaite faire part à l'Arcep de sa déception d'une part, du fait que l'ensemble des acteurs animant le marché de la téléphonie mobile en France ne soient pas pris en considération par l'Arcep dans sa volonté d'améliorer le jeu de la concurrence sur le marché français et, d'autre part, des engagements d'accueil des MVNO pris par SFR et Orange lors de l'attribution des fréquences résiduelles au printemps dernier. Les engagements minimalistes pris à cette occasion démontrent la nécessité d'impliquer tous les acteurs possibles dans la 4G (y compris les SCS).

#### **▪ LES SOCIETES DE COMMERCIALISATION DE SERVICES**

A titre liminaire, Coriolis Télécom souhaite rappeler que la Direction Générale des Postes et Télécommunication, prédécesseur de l'Autorité de Régulation des Télécommunications et de l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes, a lancé les Sociétés de Commercialisation de Services (SCS) dès 1992 afin de développer le marché de la téléphonie mobile en France et le rendre plus concurrentiel. Le recours aux SCS a d'ailleurs été intégré dans le cahier des charges des licences 2G des opérateurs hôte.

Ainsi, les SCS - dont Coriolis Télécom - commercialisent des offres de télécommunication mobile en signant des contrats d'abonnement en leur nom propre avec les abonnés (entreprises et consommateurs) dont elles assurent la facturation et la gestion de la relation client en assumant le risque financier.

Dès 1993/1994, la part de marché des SCS a représenté 60% du marché de la téléphonie mobile, ce qui a constitué un grand succès en comparaison avec la part de marché des MVNO aujourd'hui (moins de 6%).

Malheureusement, le suivi du statut des SCS n'a pas été assuré, ce qui a conduit à leur élimination presque systématique au profit des opérateurs hôtes et à un affaiblissement de la concurrence.

Le Conseil de la Concurrence a d'ailleurs constaté quelques années après une situation d'entente qui a conduit à la condamnation des trois opérateurs hôtes. L'Arcep a alors poussé à l'émergence d'une nouvelle catégorie d'acteurs pour stimuler le jeu concurrentiel à partir de 2004 (les MVNO). Un MVNO est une SCS devenant propriétaire de la carte SIM (microprocesseur d'une valeur d'environ 1€). Sur le plan réglementaire nous déplorons que l'absence de soutien des SCS par les autorités a conduit à faire passer la part de marché des acteurs indépendants de 60% à 6%.

Il apparaît nécessaire aujourd'hui, afin de maintenir une activité concurrentielle et une innovation technologique et de services sur la 4G, d'imposer dans le cahier des charges 4G **l'extension automatique** des contrats SCS à la 4G.

D'autre part, cette extension se fera au bénéfice des consommateurs et/ou entreprises abonnés aux services des SCS qui pourront ainsi continuer à utiliser leur service et à le voir évoluer vers le très haut débit.

- **LES MVNO**

#### ***EXTENSION AUTOMATIQUE DES CONTRATS A LA 4G***

De même, Coriolis Télécom appelle l'Arcep à la vigilance lors des prochaines attributions de fréquences 4G afin que les étapes difficiles qui ont conduit à l'émergence des MVNO en France ne soient pas rendues vaines, alors qu'un nouveau palier technologique va être franchi.

Dès lors, il est fondamental que toutes les clauses contractuelles et les conditions de développement des MVNO avec leurs opérateurs hôtes en 2G et en 3G soient étendues automatiquement à la 4G, sans aucune condition ni nécessité de renégociation ou de signature d'un nouveau contrat avec leur MNO.

#### ***LES NIVEAUX D'ENGAGEMENTS EN FAVEUR DES MVNO***

Afin de garantir que les MVNO auront les capacités suffisantes pour animer la concurrence sur le marché de la téléphonie mobile lors du déploiement du très haut débit, il est essentiel que l'appel à candidatures pour la 4G comporte des engagements ambitieux en faveur de l'accueil des MVNO, permettant d'obtenir des avancées allant au-delà des engagements pris dans le cadre de l'attribution de la 4<sup>ème</sup> licence et des fréquences résiduelles.

À cet égard, il convient de mobiliser plusieurs paramètres, qui pourraient être combinés, pour obtenir des opérateurs candidats des engagements supplémentaires en faveur des MVNO :

##### ***Le contenu des paliers d'engagements***

À l'évidence, le palier d'engagement 1 prévu au précédent appel à candidatures ayant été souscrit par les candidats attributaires des fréquences (soit 2 opérateurs sur 3), il semblerait nécessaire de considérer qu'il constitue une obligation devant être respectée par tout opérateur de réseau au même titre par exemple que les obligations de couverture du territoire, et que le respect de ce niveau d'engagement constitue une condition pour se porter candidat.

Ainsi, le premier niveau d'engagement prévu pour le prochain appel à candidature pourrait être constitué par le contenu précédemment inscrit au « niveau 2 » des engagements inscrits dans le cadre de l'appel sur les fréquences 2,1 GHz.

Il n'y aurait donc que deux paliers d'engagements, ceux précédemment prévus aux niveaux 2 et 3, c'est-à-dire ceux qui permettent de passer le cap en direction d'un modèle « Full MVNO ».

### ***Les coefficients multiplicateurs***

Les coefficients multiplicateurs ne sont, à l'évidence, pas assez incitatifs pour les opérateurs candidats. Le coût d'une « stratégie d'évitement » d'un renforcement de la concurrence se révélant ne pas avoir été suffisamment dissuasif dans le précédent appel à candidatures.

Ainsi, avec un coefficient multiplicateur plus élevé dès le premier palier (x 2,5 ?), il serait plus difficile de s'affranchir de toute obligation nouvelle.

### ***La contrepartie en termes de capacités spectrales***

Enfin, il serait concevable que la largeur de bande faisant l'objet des appels à candidatures soit relativement contrainte (tout en étant viable), mais que l'accès à des capacités supplémentaires, par rapport à l'appel à candidatures « de base », soit soumis à la souscription d'engagements en faveur d'une plus grande maîtrise du réseau par les MVNO sans renchérissement des conditions économiques d'acquisition des minutes en gros. Ainsi l'obtention d'une capacité spectrale de 10 Mhz dans la bande des 800 Mhz serait attribuée aux opérateurs ayant pris les engagements les plus forts envers les SCS et les MVNO.